

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25-062

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Enlèvement, transport et traitement des Déchets d'Activités Économiques non dangereux, dont les Déchets Ménagers et Assimilés, produits par les hôpitaux de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

Pour une période allant du **01/03/2026** pour l'Hôpital Pitié-Salpêtrière, l'Hôpital Européen Georges Pompidou, l'Hôpital Henri Mondor et l'Hôpital Albert Chenevier et du **01/06/2026** pour les autres sites de l'AP-HP rentrant dans le périmètre du marché jusqu'au **28/02/2030**.

Et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché.

Ce document comprend 24 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 1 sur 24

SOMMAIRE

1. Dispositions Générales	4
1.1 Objet	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations.....	4
2. Organisation de l'achat.....	4
2.1 Forme du marché	4
2.2 Allotissement - fractionnement.....	4
2.3 Durée	4
3. Dispositions financières	5
3.1 Forme des prix.....	5
3.2 Prix définitif	5
3.3 Remise sur chiffre d'affaires	7
4. Documents contractuels	7
5. Conditions de passation des bons de commande	7
5.1 Commandes (ou ordres de services)	7
5.2 Dématérialisation des bons de commandes.....	7
6. Contrôle – suivi du marché	8
6.1 Contrôle.....	8
6.2 Suivi du marché	8
6.3 Garantie.....	8
7. Modification du marché public	8
7.1 Clause de réexamen.....	8
7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire	9
7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	9
8. Obligations du prestataire	9
8.1 Données statistiques.....	9
8.2 Certificats.....	10
8.3 Fichier catalogue.....	10
8.4 Secret professionnel et confidentialité	11
8.5 Accès aux établissements – Identification	12

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 2 sur 24

8.6	Grèves.....	12
8.7	Diffusion des fiches techniques	13
8.8	Vente à des tiers	13
8.9	Clause d'insertion par l'activité économique.....	13
9.	Facturation – Paiement	17
9.1	Facturation	17
9.2	Paiement	17
9.3	Avances.....	18
10.	Assurances	18
11.	Nantissement et garantie	18
12.	Retenue de garantie.....	18
13.	Pénalités – Résiliation	18
13.1	Pénalités	18
13.2	Résiliation	21
14.	Litiges	22
15.	Dérogations.....	22

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 3 sur 24

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet : Enlèvement, transport et traitement des Déchets d'Activités Économiques non dangereux, dont les Déchets Ménagers et Assimilés, produits par les hôpitaux de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, nécessaire aux besoins de l'AP-HP.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : Ile-de-France

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement - fractionnement

L'ensemble des prestations sont réparties en lots comme suit :

Lot	Objet	Libellé court	Volumétrie annuelle estimée ¹
01	Enlèvement, transport et traitement des Déchets d'Activités Économiques (DAE) non dangereux, dont les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), pour les GHU APHP.Hôpitaux Universitaire Paris Seine Saint Denis et APHP. Nord-Université Paris Cité	ETT DAE – APHP.PSSD & APHP.NUP	8727,59
02	Enlèvement, transport et traitement des Déchets d'Activités Économiques (DAE) non dangereux, dont les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), pour les GHU APHP.Université de Paris-Saclay et APHP.Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor	ETT DAE – APHP.HUHM & APHP.UPS	8526,60
03	Enlèvement, transport et traitement des Déchets d'Activités Économiques (DAE) non dangereux, dont les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), pour le GHU APHP.Sorbonne Université, les pôles d'intérêt commun et l'Hospitalisation A Domicile	ETT DAE – APHP.SUN, PIC, Siège & HAD	7833,26
04	Enlèvement, transport et traitement des Déchets d'Activités Économiques (DAE) non dangereux, dont les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), pour le GHU APHP.Centre-Université de Paris Cité et l'Agence générale des équipements et produits de santé	ETT DAE – APHP.CUP & AGEPS	7032,65

2.3 Durée

Le marché est conclu pour la période d'exécution suivante :

¹ Volume exprimé en tonne

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 4 sur 24

Hôpitaux	Date de début	Date de fin
L'Hôpital Pitié-Salpêtrière L'Hôpital Européen Georges Pompidou L'Hôpital Henri Mondor L'Hôpital Albert Chenevier	01/03/2026	28/02/2030
Les autres hôpitaux rentrant dans le périmètre du marché	01/06/2026	

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché.

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Tous les lots sont à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pour tous les lots, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur le montant minimum représenté par 60 % du montant valorisé au niveau de l'offre du titulaire sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation.

Pour tous les lots, Le titulaire s'engage sur le montant maximum représenté par 200 % du montant valorisé au niveau de son offre sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur de 100 % du montant contractualisé.

3.2 Prix définitif

Révision des prestations prévues au BPU

Les prix sont révisibles au sens des articles R2112-15 à R2112-18 du Code de la Commande publique et dans les conditions déterminées par le présent CCAP.

Les prix réputés pratiqués à la date de début des accords-cadres sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes applicables à l'ensemble des prix du lot :

Formule de révision des prix :

$$P1 = P0(0,2 + 0,8(0,24 \frac{FSD1_1}{FSD1_0} + 0,335 \frac{ICHT - E_1}{ICHT - E_0} + 0,23 \frac{ICHT - IME_1}{ICHT - IME_0} + 0,1 \frac{1870_1}{1870_0} + 0,095 \frac{RI_1}{RI_0})$$

Avec :

- **P1** : prix de règlement après la révision ;
- **P0** : prix de règlement résultant de la dernière révision ou à défaut, prix figurant sur l'acte d'engagement ;
- **I1** : dernier indice trimestriel publié 2 mois avant la date d'effet de la révision ;
- **I0** : indice correspondant au mois de dépôt des offres, soit Juin 2025.

Indices :

Indice	Publication	Libellé
AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 5 sur 24

FSD1	Moniteur	Frais et service divers
ICHT-E	INSEE	Coût horaire du travail - eau, assainissement, déchets et dépollution – Identifiant : 001565187
ICHT-IME	INSEE	Coût horaire du travail – industries mécaniques et électrique – Identifiant : 001565183
1870	Moniteur	Prix du gazole
RI	Moniteur	Risque industriel

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- **Révision de prix à la demande de l'AP-HP** : Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.
- **Révision de prix à la demande du Titulaire** : La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 4 %.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Révision de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

La facturation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) devra se conformer au barème publié au Bulletin officiel des Finances Publiques (BOFIP) en vigueur à la date de facturation. Elle prendra en compte les évolutions annuelles du barème.

Révision des prix du rachat matière

Pour chaque filière concernée par le rachat matière, le prix du rachat est déterminé mensuellement selon la variation de prix prévue par la mercuriale Usine Nouvelle : <https://www.usinenouvelle.com/indices/>.

Le rachat matière doit s'effectuer selon les conditions prévues par le CCTP du marché. Chaque bon sera accompagné de l'indice de valorisation et/ou du prix d'évolution appliqué à la filière et issu de la mercuriale précitée.

Dématérialisation :

En cas d'utilisation de l'envoi dématérialisé des bons de commande, le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue marché" pour les catalogues externes selon la procédure en vigueur, aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

L'AP-HP validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur via la plate-forme de dématérialisation des bons de commande et de gestion des catalogues.

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après la mise en production du nouveau catalogue électronique par le fournisseur qui aura été préalablement validé par l'AP-HP sur la plateforme, dans le cas de gestion des catalogues externes.

A défaut de mise à jour, les prix du catalogue électronique en production continueront de s'appliquer.

Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue électronique seront

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 6 sur 24

rejetées par l'AP-HP.

3.3 Remise sur chiffre d'affaires

La remise annuelle sur chiffre d'affaires (RCA) est calculée sur la base du montant total hors taxes des factures émises au cours d'une année civile.

Le taux de remise annuelle est fixé librement par le candidat selon les tranches de chiffres d'affaires présentées ci-après, **sans que celui-ci ne puisse être nul**.

Pour l'ensemble des lots, les tranches de remise sur chiffre d'affaires sont identiques et sont caractérisées comme suit :

Tranche	Tranche RCA 1	Tranche RCA 2	Tranche RCA 3	Tranche RCA 4	Tranche RCA 5	Tranche RCA 6	Tranche RCA 7
Montant des tranches	De 0 € à 499 999 €	De 500 000 à 999 999 €	De 1 000 000 à 1 299 999 €	De 1 300 000 à 1 499 999 €	De 1 500 000 à 1 699 999 €	De 1 700 000 à 1 999 999 €	Au-delà de 2 000 000 €

Les modalités de versement de cette remise sont décrites à l'article 10.1 du présent CCAP.

4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques, notamment le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021 ;
- L'offre du candidat.

5. Conditions de passation des bons de commande

5.1 Commandes (ou ordres de services)

Elles seront établies par les hôpitaux de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché pour une durée maximale de 3 mois.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début prévisionnelle du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 7 sur 24

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe du présent document.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6. Contrôle – suivi du marché

6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

6.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

6.3 Garantie

Les fournitures ou les livrables prévus seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

7. Modification du marché public

7.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 8 sur 24

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de filières de déchets ;
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

8. Obligations du prestataire

8.1 Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir les bilans dans les conditions prévues à l'article « Obligation de reporting » du CCTP.

En cas de non transmission des bilans dans les délais cités ci-dessus, ACHAT et/ou les sites pourront émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités de l'article 14.1 du présent document. En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe sur les pénalités du présent document.

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 9 sur 24

8.2 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

8.3 Fichier catalogue

Un catalogue correspond à un instant donné, à la description du contrat en vigueur ou marché (tarifs, libellés, références...).

8.3.1 Organisation des catalogues :

Le fournisseur renseigne le catalogue marché (format Excel) correspondant à l'ensemble des références articles et produits définis au marché selon les données obligatoires décrites à l'article sur la « dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP.

Pour information, certains catalogues gérés par l'AP-HP seront internes (l'AP-HP se chargeant de saisir l'ensemble des informations nécessaires pour enrichir les catalogues sur la plateforme de dématérialisation), d'autres seront partagés entre l'AP-HP et le fournisseur (certains attributs du catalogue sont renseignés par le fournisseur et d'autres par l'AP-HP). Un catalogue interne pourra par la suite devenir partagé et réciproquement au cours de l'exécution du marché, selon les accords qui seront convenus entre l'AP-HP et le fournisseur.

8.3.2 Définition des rôles des intervenants :

- Fournisseur :
 - Dans le cadre des catalogues partagés, il télécharge le catalogue marché à partir de la plateforme de dématérialisation « eContent » de PROACTIS (catalogue initié par l'AP-HP constitué des informations transmises lors de la soumission de son offre : bordereau de prix de l'appel d'offres) qu'il doit ensuite compléter à minima des données obligatoires du catalogue ;
 - Charge éventuellement son catalogue public (catalogue de tous ses produits avec tarification publique éventuellement remisé) dans le cadre de marchés de fournitures lorsque c'est prévu au marché pour les produits non contenus au niveau du bordereau de prix unitaire, en lien avec l'objet du marché et retenus après accord par l'APHP.
- PROACTIS :
 - Valide la conformité technique des données avec le format de recueil de données (fichier Excel décrits en **annexe 7**) défini par l'AP-HP (processus automatisé dans eContent) ;
 - Assiste les acheteurs de l'AP-HP et les fournisseurs dans l'utilisation d'eContent.
- Acheteur de l'AP-HP :
 - Charge le catalogue interne ou dans le cas de catalogue mixte, accepte ou rejette les propositions de création puis de mise à jour des catalogues grâce aux outils de comparaison rapide et de simulations mis à sa disposition dans eContent.
- Administrateur de catalogue AP-HP :
 - Enrichit les catalogues avec les données propres à l'AP-HP pour intégration dans le système de gestion économique et financière de l'AP-HP (exemple : attributs internes du produit permettant les imputations comptables).

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 10 sur 24

8.3.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :

A l'article sur « la dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP ont été décrits les rôles en lien avec les différentes étapes de création du catalogue. Toute mise à jour se fera de la même manière.

Dans le cas d'une gestion des catalogues en mode partagé entre l'AP-HP et le fournisseur, ce dernier pourra utiliser la dernière version chargée. Il modifiera directement dans le catalogue au format Excel les données à mettre à jour (données contractuelles, photos, descriptions, fiches techniques...) et rechargera son catalogue dans eContent conformément aux stipulations du marché (signature d'avenant, clause de révision de prix...).

8.4 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire) et sous quelque forme (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique) que ce soit auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'AP-HP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 11 sur 24

- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'AP-HP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute donnée, toute information, tout logiciel, toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs aux études et de manière général à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la restitution puis la destruction de toute données, informations, fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies à la demande de l'AP-HP et dans les délais indiqués par celui-ci.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire et sans mise en demeure, en cas de violation du secret professionnel, de la confidentialité liée à l'étude et du non-respect des autres dispositions précitées.

8.5 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.6 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais,**

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 12 sur 24

risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.7 Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir à ACHAT sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

En cas de catalogue externe (dont la gestion est partagée avec ACHAT), le fournisseur enrichira lui-même la partie du catalogue relative aux fiches techniques et images du produit.

8.8 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

8.9 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

8.9.1 Les publics visés

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 13 sur 24

- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

8.9.2 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Libelle du lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée totale du marché.
1	ETT DAE – APHP.PSSD & APHP.NUP	10 300
2	ETT DAE – APHP.HUHM & APHP.UPS	10 100
3	ETT DAE – APHP.SUN, PIC, Siège & HAD	9 600
4	ETT DAE – APHP.CUP & AGEPS	10 600

8.9.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

8.9.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 14 sur 24

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Adel AATALLA
Chargé(e)/Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises
adel.aatalla@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

8.9.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

bibata.maiga@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 14.1 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

8.9.6 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 15 sur 24

en demeure par le pouvoir adjudicateur.

8.9.7 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données.

Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 16 sur 24

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

9. Facturation – Paiement

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

➞ Versement de la remise annuelle sur chiffre d'affaires

Cette remise sera matérialisée sous la forme d'une notification que le titulaire devra transmettre à ACHAT.

Cette notification devra faire apparaître pour chaque marché le montant de la remise pour chaque site.

L'AP-HP émettra un titre de recettes par site ou GHU sur la base du montant indiqué sur la notification.

Le titulaire devra s'acquitter de cette somme à réception du titre de recettes.

La remise annuelle sur chiffre d'affaires est calculée sur la base du montant total hors taxes des factures émises au cours de l'année civile n.

La notification de la remise annuelle sur chiffre d'affaires devra être transmise à ACHAT dans un délai maximum de 50 jours à compter du 1 janvier de l'année n+1.

9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 17 sur 24

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéficiaire du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement. Les articles R.2191-16 à R.2191-19 du code de la commande publique, prévoyant les conditions réglementaires d'octroi de l'avance sont applicables. Le versement est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises ;
- 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique. Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché.

Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des prestations exécutées directement par le Titulaire et par chaque sous-traitant dans les douze mois suivant la notification du marché.

10. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

12. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

13. Pénalités – Résiliation

13.1 Pénalités

Des pénalités s'appliquent selon le tableau ci-après :

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 18 sur 24

Nature du manquement	Condition d'application	Montant de la pénalité
Gestion administrative du marché		
Non transmission d'un document demandé au CCTP, CCAP ou dans un ordre de service	Par jour calendaire de retard après constat	150 €
Absence de transmission du compte rendu de mise en place du marché	Par constat	250 €
Non-respect de la confidentialité des informations remises ou entendues lors de l'exécution des prestations	Par constat	300 €
Absence de transmission périodique des attestations fiscales et sociales	Par jour de retard	500 € Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.
Retard dans la transmission du catalogue dans le cadre de la dématérialisation des bons de commande	Par jour de retard	100 €
Enlèvement et traitement des déchets		
Absence de transmission du feuillet émargé par le centre de traitement dans les délais réglementaires	Par constat	200 €
Non-respect de la réglementation relative à l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets	Par constat	200 €
Non-respect des obligations contractuelles ou du non-respect du dossier technique remis par le titulaire	Par constat	200 €
Non-respect du règlement intérieur de l'établissement	Par infraction	200 €
Enlèvement non réalisé	Par constat	500 €
Non-conformité du mode/méthode et lieu de traitement des DAE	Par constat	300 €
Horaire d'enlèvement non respectée	Par constat	200 €
Non transmission des bordereaux	Par constat	200 €
Hygiène et sécurité		
Non-respect du plan de prévention de coactivité et du protocole de sécurité	Par constat	200 €
Non-respect de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité	Par constat	200 €
Absence de transmission du protocole de sécurité	Par constat	250 €
Non-respect de la transmission des éléments nécessaires à l'élaboration du protocole de sécurité dans le délai d'un mois à compter de la notification	Par jour calendaire de retard après constat	250 €
Matériel et équipements		
AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 19 sur 24

Nature du manquement	Condition d'application	Montant de la pénalité
Non-conformité des moyens de transport aux exigences du CCTP et à l'offre du titulaire	Par constat	150 €
Non réalisation des opérations de maintenance dans les délais imposés par le CCTP	Par jour calendaire de retard après constat	200 €
Non-conformité du matériel aux exigences du CCTP et à l'offre du titulaire	Par constat et par matériel non conforme	200 €
Non-respect de la mise à disposition des matériels (maintenance et/ou panne)	Par constat	250 €
Non-respect de la transmission de la liste des matériels mis à disposition	Par constat	250 €
Matériel déposé en dehors des zones de stockage, ou dépôt de matériel étranger aux prestations	Par constat	200 €
Non-respect de la procédure dégradée en cas d'indisponibilité du compacteur	Par constat	200 €
Dégradation (accidentelle ou volontaire), vol ou perte du matériel mis à disposition par l'APHP	Par occurrence	300 € + remplacement sur devis
Dégradation accidentelle ou volontaire des infrastructures de l'APHP (ex : portail d'accès aux plateformes de regroupement, conteneurs appartenant à l'AP-HP)	Par occurrence	300 € + remplacement sur devis
Absence ou retard d'information de l'AP-HP dans le délai imposé par le CCTP en cas de panne d'un véhicule	Par constat	200 €
Non-respect des délais de remise en état ou de remplacement en cas d'indisponibilité du compacteur	Par constat	200 €
Véhicule non fourni ou non remplacé dans le délai imposé par le CCTP à la suite d'une panne	Par heure de retard	200 €
Moyens humains		
Non-port des EPI : gants, chaussures sécurité, etc.	Par constat	100 €
Non-respect des dispositions relatives à la gestion du début de grève	Par constat	200 €
Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité pour le personnel	Par constat	200 €
Tout défaut de comportement d'un personnel salarié du titulaire	Par constat	300 €
Planification des prestations		
Absence de concertation avec le site pour la reprogrammation de l'horaire de passage pour le dépôt du matériel ou l'enlèvement	Par constat	150 €
Non-respect des horaires d'enlèvement prévus par l'accord prestataire-site	Par constat	200 €

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 20 sur 24

Nature du manquement	Condition d'application	Montant de la pénalité
Retard dans la mise à disposition et dépôt du matériel	Par jour calendaire de retard après constat	200 €
Non-respect du planning d'organisation des enlèvements 15 j avant le début de l'exécution	Par jour calendaire de retard après constat	250 €
Suivi des prestations		
Non-respect de la procédure de déclassement prévue au CCTP et dans l'offre du titulaire	Par constat	200 €
Inaccessibilité de l'outil de suivi (extranet)	Par jour calendaire de retard après constat	100 €
Non-transmission des reportings, des statistiques et rapports dans les délais contractuels	Par jour calendaire de retard après constat	150 €
Non-respect du délai de programmation de l'atelier	Par jour de retard jusqu'à la programmation de l'atelier sur un créneau convenant aux deux parties	150 €
Non-respect en matière de traçabilité et de pesée des déchets	Par constat	250 €
Entrave aux opérations de contrôle	Par constat	1 000 €
Non transmission des informations de suivi nécessaires à la tenue du registre des déchets exigées au CCTP	Par jour de retard	300 €
Non-respect de l'horodatage des bordereaux d'enlèvement, quantités enlevées ne correspondant pas aux quantités à enlever.	Par constat	150 €
Retard dans la transmission des résultats issus des auto-contrôles et contrôles contradictoires (article 4.9.2 du CCTP)	Par jour de retard	100 €
Insertion sociale		
Non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion. Cette pénalité s'applique à compter du délai révolu, accordé par l'AP-HP dans sa lettre de relance, pour transmettre les documents précités.	Par jour de retard	75 €
Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable à l'entreprise attributaire.	Par heure d'insertion non réalisée	60 €
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	Par absence	50 €

13.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 21 sur 24

les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

15. Dérogations

L'article 2.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.

L'article 3.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG FCS relatif aux prix réputés fermes.

L'article 13.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux pénalités.

Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent CCAP dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG FCS sur le nombre de mise en demeure envoyée avant le prononcé de la résiliation.

AP-HP	Consultation n°25-062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 18/06/2025	Page 22 sur 24

Annexe 1. Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre	01-44-06-59-62
Agence Générale des Equipements et des Produits de santé (AGEPS)	7, rue du Fer à Moulin 75005 Paris – 13, rue Lavoisier 92000 Nanterre	01-46-69-13-13
AP-HP. Sorbonne Université		
Pitié – Salpêtrière	47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-42-16-00-00
Charles Foix	7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE	01-49-59-40-00
Tenon	4 rue de la Chine 75020 PARIS	01-56-01-70-00
Saint Antoine	184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS	01-49-28-20-00
Rothschild	5, rue Santerre 75012 PARIS	01-40-19-30-00
Armand Trousseau	25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS	01-44-73-74-75
La Roche Guyon	1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon	01-30-63-83-30
AP-HP. Université Paris Saclay		
Antoine Bécère	157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART	01-45-37-44-44
Bicêtre	78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE	01-45-21-21-21
Paul Brousse	14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF	01-45-59-30-00
Raymond Poincaré	104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES	01-47-10-79-00
Hôpital maritime de Berck	Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER	03-21-89-27-27
Ambroise Paré	9 Avenue Ch. de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	01-49-09-50-00
Sainte Périne-Rossini-Chardon Lagache	11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS	01-44-96-31-31
AP-HP. Hôpitaux universitaires Paris - Seine Saint Denis		
Avicenne	125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY	01-48-95-55-55
Jean Verdier	Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY Cedex	01-48-02-66-66
René Muret / Bigottini	Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN	01-41-52-59-99
AP-HP. Centre – Université de Paris		
Necker	149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS	01-44-49-40-00
HEGP	20 rue Leblanc 75 015 PARIS	01-56-09-20-00
Corentin Celton	37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX	01-58-00-40-00
Vaugirard Gabriel Pallez	10, rue Vaugelas 75015 PARIS	01-40-45-80-00
Cochin	27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS	01-58-41-41-41
Saint Vincent de Paul	82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS	01-58-41-41-41
Hôtel Dieu	1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4	01-42-34-82-34
Broca	54-56, rue Pascal – 75013 PARIS	01-44-08-30-00
La Rochefoucauld	15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS	01-44-08-30-00
La Collégiale	33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS	01-44-08-30-00

AP-HP. Nord – Université de Paris		
Bichat-Claude Bernard	46 rue Henri Huchard 75018 PARIS	01-40-25-80-80
Beaujon	100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY	01-40-87-50-00
Louis Mourier	178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES	01-47-60-61-62
Robert Debré	48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS	01-40-03-20-00
Bretonneau	23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS	01-53-11-18-00
Fernand Widal	200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS	01-40-05-45-45
Lariboisière	2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01-49-95-65-65
Saint Louis	1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01-42-49-49-49
Paul Doumer	1, Route de l'hôpital BP 10239 Labruyère 60140 LIANCOURT	01-42-49-49-49
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor		
Albert Chenevier	40 rue de Mesly 94010 CRETEIL	01-49-81-31-31
Henri Mondor	51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL	01-49-81-21-11
Emile Roux	1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES	01-45-95-80-80
Joffre – Dupuytren	1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL	01-69-83-63-63
Georges Clemenceau	1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL	01-69-23-20-20
Hospitalisation à Domicile	14 rue Vesale 75005 PARIS	01-42-16-08-50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-44-06-59-00
Siège de l'AP-HP	55, Boulevard Diderot CS 22305 75610 PARIS CEDEX 12	01-40-27-30-00
Hôpital marin d'Hendaye	Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05-59-48-08-00
Hôpital San Salvador	4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04-94-38-08-00

AP-HP	Consultation n°25.062	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :25/6/25	Page 24 sur 24